

Belgium-Mons: Geological and geophysical instruments
OJ S 124/2017 01/07/2017
Contract notice – utilities
Supplies

Directive 2004/17/EC

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: Intercommunale IDEA — Secteurs spéciaux

Postal address: Rue de Nimy 53

Town: Mons

Postal code: 7000

Country: Belgium

Contact person: Madame Caroline Decamps

E-mail: bureau.etude@idea.be

Telephone: +32 65375711

Internet address(es):

General address of the contracting entity: www.idea.be

Electronic access to information: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/831/LH/2017>

Additional information can be obtained from:

Official name: Intercommunale IDEA — Secteurs spéciaux

Postal address: Rue de Nimy 53

Town: Mons

Postal code: 7000

Country: Belgium

Contact person: Monsieur David Charlet

E-mail: david.charlet@idea.be

Telephone: +32 65375731

Fax: +32 65375723

Internet address: www.idea.be

Specifications and additional documents (including documents for a dynamic purchasing system) can be obtained from: Official name: ...

Country: Belgium

Internet address: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/831/LH/2017>

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Main activity

Water

I.3. Contract award on behalf of other contracting entities

The contracting entity is purchasing on behalf of other contracting entities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting entity

Invitation à présenter une offre — GEOTH-054-2 — MONS — Acquisition de matériel pour la mise en place d'un réseau d'écoute sismique — Procédure négociée directe avec publicité.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Supplies

Purchase

Main site or place of performance: MONS (Belgique).

NUTS code BE323 Arr. Mons

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Dans le cadre de la programmation FEDER 2014-2020, le Gouvernement wallon a décidé, en sa séance du 21.05.2015, d'approuver le portefeuille de projets «DISTRIBUTION D'ENERGIE», issu d'un partenariat entre IDEA (qui est le chef de file) et l'UMONS.

Ce portefeuille comporte les projets imbriqués suivants:

— le projet GEOTHERWALL_DOUBLET 1 ou projet de la Porte de Nimy à Mons, visant la création d'un réseau de chaleur alimenté à partir d'un doublet géothermique à implanter à proximité de l'hôpital Ambroise Paré, en vue de subvenir à ses besoins en chauffage et en eau chaude sanitaire;

— le projet de recherches MORE-GEO, centré sur les énergies renouvelables et l'utilisation durable des ressources de la Terre, comprenant la modélisation dynamique du réservoir géothermique des calcaires carbonifères et aboutissant, en le complétant notamment d'un volet économique, à un modèle de gestion de la ressource géothermique.

Afin de mener à bien ces projets, différents marchés publics devront être lancés, notamment pour ce qui concerne les prospections géophysiques.

Le présent dossier fait partie de ceux-ci et concerne l'acquisition d'un matériel d'écoute sismique, devant permettre de répondre aux objectifs suivants:

— constituer l'une des investigations indirectes du terrain afin d'améliorer la connaissance du réservoir géothermique, en combinaison avec la gravimétrie et la sismique réflexion;

— anticiper les impositions du futur permis unique à obtenir pour l'exploitation du doublet géothermique, notamment en possédant des données d'écoute remontant à plusieurs mois avant le démarrage des opérations de forage.

ATTENTION: les prix à remettre comprennent bien évidemment la fourniture du matériel, mais également NOTAMMENT son montage et sa mise en service (dans les différents puits), en présence du Maître d'Ouvrage et/ou de ses représentants.

II.1.6. CPV code(s)

38200000 Geological and geophysical instruments, 33120000 Recording systems and exploration devices

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Marché de fournitures estimé à 150.000 EUR.

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in days: 80 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Cautionnement (5 % du montant initial du marché (hors TVA), arrondi à la dizaine supérieure).

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Conformément au prescrit de l'Arrêté royal du 16.07.2012, est exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le soumissionnaire qui a fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour:

1° participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal;

2° corruption, telle que définie aux articles 246 et 250 du code pénal;

3° fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17.02.2002;

4° blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 5 de la loi du 11.01.1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Peut être exclu de la participation au marché (à quelque stade que ce soit de la procédure) le soumissionnaire:

1° qui est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;

2° qui a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;

- 3° qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle;
- 4° qui, en matière professionnelle, a commis une faute grave;
- 5° qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale;
- 6° qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi;
- 7° qui s'est rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant des renseignements exigibles en application du présent chapitre ou qui n'a pas fourni ces renseignements.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion précités.

Afin de permettre un examen des candidatures dans les meilleurs délais, le soumissionnaire joindra également à sa demande de participation les documents suivants:

- une attestation ONSS relative à l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date limite de réception des offres;
- une attestation récente du SPF finances relative aux contributions directes et indirectes;
- un extrait récent de casier judiciaire de l'entreprise;
- un certificat récent du greffe du tribunal de commerce compétent en matière de faillite, de liquidation et de réorganisation judiciaire.

POUR LES SOUMISSIONNAIRES ETRANGERS, il convient de joindre les certificats appropriés délivrés par l'autorité compétente du pays concerné.

Lorsqu'un ou plusieurs document(s) ou certificat(s) n'est(ne sont) pas délivré(s) dans le pays concerné, il(s) peut(peuvent) être remplacé(s) par une(des) déclaration(s) sous serment, ou par une(des) déclaration(s) solennelle(s) faite(s) par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter un document datant de plus de 6 mois par rapport à la date de dépôt des offres.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Pour examiner si le soumissionnaire dispose de la capacité financière et économique suffisante, il devra joindre à son offre une copie de son assurance couvrant les risques professionnels.

Niveau(x) minimal(aux): le montant minimum assuré doit être de 500.000 EUR.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions: Afin d'attester de sa capacité technique, le soumissionnaire doit joindre à sa candidature les éléments suivants:

- une liste de références à des marchés similaires exécutés au cours des 3 dernières années, en joignant une note technique détaillée des fournitures livrées et le montant de la commande correspondante;
- la liste détaillée du matériel proposé pour répondre aux spécifications techniques, accompagnée des différentes fiches techniques.

Niveau(x) minimal(aux): a) une référence à un marché similaire d'un montant minimum de 75.000 EUR

b) une liste détaillée du matériel proposé.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

Some candidates have already been selected (if appropriate under certain types of negotiated procedures): no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Marché de base (GEOTH-054-2 — MONS — Acquisition de matériel pour la mise en place d'un réseau d'écoute sismique)
2. Prix. Weighting 50
3. Qualité. Weighting 30
4. Délai de garantie. Weighting 20
5. Variante facultative 1 (Borehole seismometers with hole-lock mechanism)
6. Prix. Weighting 50
7. Qualité. Weighting 30
8. Délai de garantie. Weighting 20

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting entity

GEOTH-054-2

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents

(except for a DPS)

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 23.8.2017 - 23:59

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

24.8.2017 - 15:00

IV.3.5. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

English. French.

IV.3.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 180 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.7. Conditions for opening of tenders

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
yes

Identification of the project: PROGRAMMATION FEDER 2014-2020 — Portefeuille
«Distribution d'énergie».

VI.3. Additional information**VI.4. Procedures for review****VI.4.1. Review body**

Official name: Conseil d'Etat
Postal address: Rue de la Science 33
Town: Bruxelles
Postal code: 1040
Country: Belgium
Telephone: +32 2349837
Fax: +32 2349842

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: — demande d'annulation: 60 jours à compter de la publication de la communication ou de la prise de connaissance de la décision, selon le cas.

— demande de suspension: procédure d'extrême urgence. Requête introduite dans les 15 jours à compter de la publication, de la communication ou de la prise de connaissance de la décision, selon le cas.

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained**VI.5. Date of dispatch of this notice**

26.6.2017